

Comment le matraquage fiscal et social des familles a fait chuter la natalité française

Article rédigé par *Le Figaro*, le 19 janvier 2019

Source [Le Figaro] Selon l'Insee, le nombre de naissances en France s'est effondré de 9 % en seulement huit ans. Pour Virginie Pradel, cette baisse inquiétante s'explique d'abord par les assauts successifs conduits sur la politique familiale, notamment la baisse du quotient familial et la modulation des allocations.

Le [dernier bilan démographique de l'Insee](#) vient de confirmer une tendance que l'on observe depuis malheureusement plusieurs années: l'effondrement de notre natalité! Le nombre de naissances est en effet passé de près de 833 000 en 2010 à seulement 758 000 en 2018 (soit presque le même nombre qu'en 1997) ; ce qui représente une chute d'environ 75 000 naissances (soit de 9 %) en 8 ans. Cette chute inquiétante repose sur différents facteurs d'ordre notamment sociologique, économique et politique. L'un d'entre eux est l'alarmant matraquage fiscal et social opéré depuis plusieurs années sur les familles de la classe moyenne, à savoir celles dont les parents travaillent et perçoivent des rémunérations parfois modestes. Les attaques répétées et ciblées de nos gouvernements successifs contre notre politique familiale ont sensiblement réduit leur pouvoir d'achat et vraisemblablement mis en péril certaines perspectives familiales ; car comment envisager d'agrandir la famille quand l'on rencontre déjà des difficultés pour l'entretenir du fait de la hausse des prélèvements obligatoires et de la baisse corrélative des prestations sociales?

Matraquage fiscal

Ces dernières années, le principal coup de rabot fiscal a porté sur le quotient familial: le plafond de l'avantage fiscal en résultant, qui s'élevait encore en 2012 à 2 336 euros, a été abaissé successivement à 2 000 euros puis à 1 500 euros en 2014. Cette dernière baisse s'est traduite par une hausse moyenne annuelle d'impôt sur le revenu de 768 euros pour plus d'un million de familles. Et pour certaines d'entre elles, la note a même été beaucoup plus salée (+ 2 000 euros pour un couple avec trois enfants et 86 000 euros de revenus).

Au rabotage du quotient familial s'ajoutent bien entendu toutes les hausses d'impôts survenues depuis plusieurs années ; en particulier celles de l'impôt sur le revenu, de la taxe d'habitation, de la taxe foncière, de la TVA et de la taxe carbone.

Matraquage social

S'agissant ensuite des coups de rabot sociaux, le premier a touché la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE), laquelle regroupe plusieurs aides dont la prime de naissance et l'allocation de base. Pour mémoire, le montant de ces aides a tout d'abord été «gelé» en 2014 par le précédent gouvernement. Celui-ci a, ensuite, instauré une modulation des montants de l'allocation de base en fonction des revenus des millions de familles bénéficiaires, ce qui a divisé son montant par deux (l'allocation mensuelle passant de 184 à 92 euros) pour celles dont les revenus dépassaient un certain plafond (environ 38 000 euros pour un couple avec deux revenus et un enfant). Pour les familles concernées, cela a représenté une perte annuelle d'environ 1 100 euros.

Retrouvez l'intégralité de l'article via le lien suivant :

<http://www.lefigaro.fr/vox/economie/2019/01/16/31007-20190116ARTFIG00295-comment-le-matraquage-fisc>

19/01/2019 11:00